



Commerce

Objectif de ce document :

- Informer l'EB-148 des activités menées dans le domaine du commerce depuis l'EB-147 ; et
- Informer l'EB-148 de l'action proposée dans le domaine du commerce pour 2016.

Voir également :

- ✓ EB-147, Document sur le commerce.

Contexte : Consécutivement aux résolutions du Congrès de 2012, l'ISP s'est établie parmi les chefs de file mondiaux représentant les travailleurs dans la lutte contre les accords commerciaux non équitables. Le Conseil exécutif et le Comité directeur de l'ISP ont déterminé comme axe de travail central les menaces posées aux services publics par les accords commerciaux et le transfert de pouvoir entre les gouvernements démocratiques et les grandes sociétés ; les priorités sont l'Accord sur le commerce des services (ACS), l'Accord de Partenariat transpacifique (PTP) et les accords conclus entre l'UE et d'autres pays. Le SC-19 a adopté une politique opposée au PTP peu après la publication du texte de l'accord. <http://www.world-psi.org/en/race-sign-tppa-highlights-growing-public-anger>. L'ISP a continué d'investir dans le précieux partenariat avec la FES et l'aide financière progresse chaque année depuis 2014. Elle se montait à 93 000 euros en 2015, avant de passer à 145 000 euros en 2016.

Débat :

Depuis l'EB-147, l'ISP a admirablement bien réussi à réorienter le débat politique sur les forums mondiaux liés au monde du travail, à faciliter l'organisation de campagnes nationales et à influencer le gouvernement.

Développements concernant l'ACS

Le développement positif probablement le plus significatif a été la déclaration par le président Tabaré Vázquez, le 07/09/2015, annonçant que l'Uruguay avait décidé de se retirer des négociations sur l'ACS. Ce retrait est en grande partie imputable aux efforts de l'ISP, de ses affiliés et de ses alliés. Suite à cette annonce, le Paraguay s'est également retiré du processus. Il s'agit du troisième pays quittant la table des négociations.

Les affiliés de l'ISP en Uruguay ont assisté au Sommet sur l'ACS à Genève en 2014 pour connaître l'incidence de cet accord sur les services publics et ils se sont engagés à prendre des mesures. L'ISP a convoqué une réunion parrainée par la FES en Uruguay le 12/05/2015 afin de réunir les syndicats des secteurs privé et public contre l'ACS. Dans le cadre d'une grève nationale d'une journée organisée le 06/08/2015, la Fédération syndicale d'Uruguay, PIT-CNT, a ensuite appelé au retrait du pays, entre autres revendications. Une des principales préoccupations concernait le risque que l'ACS limite la capacité à réglementer du gouvernement. La campagne locale a tout particulièrement attribué le succès à la qualité de l'information qui leur a permis d'exercer des pressions. De tels résultats témoignent des répercussions que peut avoir le travail de l'ISP en collaboration avec ses alliés dans le cadre de campagnes et d'actions de lobbying soutenues et bien documentées. Voir :

<http://www.world-psi.org/fr/luruguay-quitte-la-table-des-negociations-sur-lacs-une-victoire-de-taille-pour-les-affilies-de-lisp>

Règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE)

Pour montrer l'anxiété croissante des gouvernements européens face à l'opposition publique à ces accords commerciaux, la Commission européenne a entrepris une consultation au sujet des clauses hautement controversées du RDIE proposées dans le cadre du TTIP et de l'AECG. Les syndicats et la société civile ont mis en place des sessions d'information et de réponse à ces consultations qui ont suscité le nombre record de 150 000 retours, avec plus de 97 % de personnes rejetant le RDIE. La Commissaire européenne au commerce, Cecilia Malmström, a ainsi été amenée à déclarer que le RDIE était devenu « l'acronyme le plus toxique en Europe ». À l'automne 2015, l'UE a publié une proposition révisée du RDIE, renommé Système juridictionnel des investissements, qui aborde certains des abus de procédure les plus flagrants mais permet encore et toujours aux multinationales étrangères de porter plainte contre les gouvernements pour contester des politiques d'intérêt public. L'ISP a mandaté des travaux de recherche afin de tirer au clair les problèmes posés par la nouvelle proposition de système juridictionnel des investissements.

PTP

La publication du texte secret du PTP au terme de sept années de négociation a permis d'exposer au grand jour les problèmes spécifiques découlant de l'accord. Le PTP constitue une menace pour la démocratie, pour le développement, pour les services publics et notamment pour la santé publique, y compris l'inclusion du RDIE. L'ISP a publié une déclaration expliquant ces menaces, elle a diffusé l'information auprès de ses affiliés, soutenu les actions au niveau national et exhorté l'ensemble des affiliés à prendre des mesures pour s'opposer à cet accord. <http://www.world-psi.org/en/issue/tpp>. Des actions ont été menées dans de nombreux pays, de l'Australie au Chili, en passant par la Nouvelle-Zélande. <http://www.world-psi.org/en/trade-unions-and-social-organizations-say-chile-better-without-tppa>

Renforcer les capacités pour lutter

L'ISP, la FES et le réseau Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS) ont organisé une formation technique sur trois jours en faveur de 25 affiliés, FSI, centrales syndicales nationales, organisations de la société civile et syndicats du secteur privé, qui ont ainsi appris à lire et à analyser les accords sur le commerce de services en vue de renforcer leurs capacités et contribuer aux efforts de lobbying. La formation, qui a été filmée, était dispensée par le Professeur Jane Kelsey. L'ISP a commencé à produire du matériel de formation syndicale sur la base de la vidéo et des supports diffusés, afin de renforcer plus avant les capacités des syndicats. Ce travail avait également ceci d'important qu'il a permis d'impliquer d'autres FSI dans le combat. Les participants à cet atelier ont diffusé activement le message d'opposition, y compris en rédigeant une résolution efficace contre l'ACS adoptée lors du Congrès de la CES, en veillant à ce que des FSI telles que l'ITF, UniGlobal et l'IE ainsi que des centrales syndicales nationales telles que le TUC et la DGB, Allemagne, prennent position dans cette opposition de façon active et ferme.

Depuis l'EB-147, l'ISP a également :

- Organisé des réunions de campagne nationales au Costa Rica, au Pérou et au Panama. Des réunions en Colombie et en Uruguay ont également été convoquées début 2015 ;
- Mandaté des travaux de recherche sur les engagements en matière d'accès aux marchés dans le cadre de l'ACS pour les pays d'Amérique latine (Costa Rica, Colombie, Panama, Pérou) destinés à appuyer les campagnes et le lobbying ;
- Commenté la fuite la plus importante jamais connue de documents à caractère commercial lorsque le site WikiLeaks a révélé plus de 10 textes relatifs aux négociations de l'ACS : <https://wikileaks.org/tisa/> ;
- Fait paraître une analyse du texte de l'ACS divulgué au sujet de l'Annexe concernant les services liés à l'énergie pour coïncider avec la tenue de la COP21 ;
- Participé à un panel de discussion et délivré une allocution de clôture lors du Sommet sur le financement de la démocratie à Ottawa, évoquant l'importance de la lutte contre les accords commerciaux.

Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=75eBYjVAMMs>;

- Organisé un séminaire lors du Forum de l'OMC sur l'Accord sur le commerce des services.
- Participé à des forums à Moscou, Berlin et Bruxelles au sujet de l'incidence des accords commerciaux sur les services publics, y compris en exerçant des pressions auprès des négociateurs américains du TTIP et des collaborateurs des eurodéputés allemands.

Les activités de l'ISP en 2016 comprendront des réunions nationales en Colombie, au Costa Rica, au Chili, au Mexique, au Panama, au Pérou, en Indonésie et à Maurice, ainsi qu'une réunion de coordination régionale en Amérique latine. L'ISP poursuivra également ses recherches concernant l'accès au marché, elle produira des documents d'information à caractère national et d'autres à caractère politique et elle organisera de nouvelles activités de campagne. Fait important pour l'année 2016, un organisateur Commerce sera recruté en Amérique latine.

En raison d'un effectif insuffisant, nous n'avons pas été en mesure de mener l'ensemble des activités planifiées et d'honorer tous les engagements avec la FES. Notre plan de travail pour 2016 en tiendra compte.

Incidence budgétaire : Néant

Étapes suivantes : Recruter l'organisateur/trice de campagnes. Mettre en œuvre le programme de travail convenu avec la FES. Organiser des réunions nationales.

Il est recommandé à l'EB-148 de :

1. **PRENDRE NOTE du document ;**
2. **PRENDRE NOTE de l'opposition de l'ISP au Système juridictionnel des investissements.**

**OUI / NON
OUI / NON**